

La situation en Côte d'Ivoire et au Libéria a sombré dans un terrible désastre humanitaire qui exige d'urgence un soutien financier international, prévient une coalition de 12 organisations d'aide humanitaires. En dépit des récents développements politiques, l'urgence humanitaire demeure et les besoins des personnes affectées par les combats violents continuent de s'intensifier. Selon les organisations d'aide humanitaire, la crise en Côte d'Ivoire est loin d'être terminée et va demander une attention internationale pour les mois à venir.

**Des financements sont absolument nécessaires pour fournir une aide vitale et reconstruire des communautés brisées, mais les engagements pris jusqu'à ce jour restent dangereusement inférieurs aux besoins.**

Le conflit en Côte d'Ivoire a déjà provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes dans le pays, et forcé près de 135 000 autres à se réfugier au Libéria

[\[1\]](#)

. Ces personnes devenues sans-abri pour fuir la violence ont aujourd'hui désespérément besoin de nourriture, d'eau, d'abris, d'installations sanitaires et de protection. La majorité des personnes déplacées sont des enfants, dont un grand nombre sont exposés aux maladies et à la faim.

**« Selon notre équipe sur place, les enfants déplacés et leurs familles vivent dans de terribles conditions à Douékoué. Il n'y a pas de toilettes adéquates et l'on doit faire face à un manque d'eau important, si bien que les gens ne peuvent pas rester propres. Il y a un surpeuplement massif et les gens n'ont nulle part où dormir. Le risque d'épidémie est aigu. C'est une situation catastrophique et les enfants ont besoin d'une aide urgente », explique Guy Cave, directeur de Save the Children en Côte d'Ivoire.**

Les personnes déplacées et les réfugiés vivent essentiellement avec des proches ou au domicile de familles d'accueil, provoquant des tensions considérables sur les approvisionnements alimentaires locaux. Au Libéria, les organisations humanitaires signalent un quasi-épuisement des réserves de nourriture, des familles réduisant leur alimentation à un seul repas par jour, et une forte augmentation du prix du riz et de la cassava dans les marchés locaux. Dispersés dans des forêts denses et isolées à la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria, un grand nombre de réfugiés restent extrêmement vulnérables et hors de portée de l'aide d'urgence.

**Selon Tariq Riebl, Responsable pour l'aide humanitaire d'Oxfam au Libéria : « Beaucoup de réfugiés avec lesquels nous travaillons ont trop peur pour rentrer bientôt chez eux. La crise a aussi sévèrement affecté les revenus des familles. C'est une crise humanitaire qui vraisemblablement va se poursuivre dans les mois à venir. Nous avons besoin d'accroître urgemment notre action pour répondre aux besoins grandissants en Côte d'Ivoire et au Libéria ; mais sans les fonds nécessaires, des dizaines de milliers de personnes seront privées d'aide. »**

La coalition appelle à une augmentation rapide des financements pour répondre à l'augmentation des besoins humanitaires sur le terrain, à la fois en Côte d'Ivoire et au Libéria, qui se poursuivra dans les mois à venir. Jusqu'ici les fonds ont été insuffisants. L'appel des Nations unies pour un financement humanitaire de 146,5 millions de dollars US pour le Libéria a reçu seulement 29% des fonds requis

[\[2\]](#)

, tandis que le nouvel appel de 160 millions de dollars US pour la Côte d'Ivoire n'en a reçu que

18%

[\[3\]](#)

. A moins que les financements n'augmentent considérablement, les besoins de dizaines de milliers de personnes ne seront pas pourvus

[\[4\]](#)

.  
« **En plus des déplacements massifs de population, il y a un problème majeur de manque d'approvisionnement. Les centres de santé, par exemple, n'ont ni médicaments ni produits thérapeutiques pour traiter la malnutrition. Le personnel médical est en place, mais ils ne reçoivent plus de salaire et se sentent impuissants sans les équipements médicaux dont ils ont besoin pour traiter leurs patients. Il est essentiel de fournir aux centres de santé l'approvisionnement dont ils ont besoin** », affirme Vincent Taillandier, responsable géographique pour Action contre la Faim (ACF), de retour de Côte d'Ivoire.

La coalition exhorte également les bailleurs de fonds à s'assurer que l'aide est fournie à ceux qui en ont le plus besoin. Des mesures concrètes et coordonnées doivent être prises pour garantir une action humanitaire neutre, impartiale et indépendante, et les engagements financiers à venir pour doivent être affectés en fonction des besoins évalués sur le terrain.

« **A la frontière entre la Côte d'Ivoire et le Libéria, les gens en quête d'un refuge disent qu'ils sont épuisés et ont désespérément besoin d'aide. Les plus vulnérables sont les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées, qui nécessitent un soutien spécifique tel que des soins médicaux et psychosociaux. La communauté internationale doit faire en sorte que l'action humanitaire soit impartiale et puisse bénéficier à tous ceux qui en ont besoin, quelle que soit leur localisation ou affiliation politique** », rappelle Laurent Davy responsable des programmes d'Handicap International en Côte d'Ivoire et au Libéria.

La coalition appelle les bailleurs de fonds humanitaires à :- Accroître d'urgence leurs financements afin de permettre aux organisations d'aide humanitaire de répondre aux besoins des personnes déplacées en Côte d'Ivoire et des réfugiés au Libéria, ainsi que dans les pays voisins affectés ; - Assurer que la répartition des fonds est effectuée de manière transparente et équitable pour veiller à ce que les besoins soient pourvus à travers l'ensemble du pays. La coalition appelle les Nations unies et le système humanitaire international à :- Faire en sorte que les réponses humanitaires et militaires soient clairement distinguées afin de préserver la neutralité, l'impartialité et l'indépendance de l'action humanitaire ; - Prendre les mesures adéquates pour assurer un accès humanitaire à toutes les populations affectées, sans discrimination d'ethnicité, de religion ou d'opinion politique.

### **Organisations signataires**

- Action contre la faim (ACF)- Care France- Handicap International- International Rescue Committee (IRC)- International Refugee Rights Initiative (IRRI)- Norwegian Refugee Council (NRC)- Oxfam- Plan International- Première Urgence – Aide Médicale Internationale (PU-AMI)- Save the children- Secours catholique – Caritas France

[1] site d'OCHA, <http://ochaonline.un.org/UrgencesEmergencies/ElectionsCocirctedIvoire/tabid/7330/language/fr-FR/Default.aspx>

[2] site de l'OCHA Financial Tracking Service, [http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=searchProject-Reporting\\_display&CQ=cq04021162132ELGUpqFHSv&orderby=ChannelOrganizationName&showDetails](http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=searchProject-Reporting_display&CQ=cq04021162132ELGUpqFHSv&orderby=ChannelOrganizationName&showDetails) =

[3] site de l'OCHA Financial Tracking Service, [http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=searchProject-Reporting\\_display&CQ=cq04021162249tRkNUs2pQK&orderby=ChannelOrganizationName&showDetails](http://fts.unocha.org/pageloader.aspx?page=searchProject-Reporting_display&CQ=cq04021162249tRkNUs2pQK&orderby=ChannelOrganizationName&showDetails)

=

[4] Si les engagements de financement annoncés le 12 avril par la France (400 millions €) et par la Commission européenne (150 millions €) sont bienvenus, la part de ces fonds qui sera dédiée aux appels de l'ONU pour répondre à l'urgence humanitaire n'est pas encore déterminée.